

**CHU AMIENS PICARDIE, établissement support du
GROUPEMENT HOSPITALIER de TERRITOIRE SOMME LITTORAL SUD**

1 Rond-point du professeur Christian CABROL
80054 AMIENS

ACHETEUR

CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL de MONTDIDIER - ROYE

25, Rue Armand de Vienne
80500 MONTDIDIER

☎ 03.22.78.70.00

MAITRE D'OUVRAGE

***Travaux d'amélioration de la sécurité incendie
et de remplacement partiel du SSI du centre hospitalier
intercommunal de Montdidier - Roye***

N° de l'affaire : 24TE0223

DOSSIER DE CONSULTATION D'ENTREPRISES

Marché à Procédure Adaptée

Cahier des **Clauses **T**echniques **P**articulières
GENERALITES COMMUNES**

GROUPEMENT de COOPERATION SANITAIRE de MOYENS de l'OISE

2, rue des Finets - 60607 CLERMONT CEDEX

MAITRE d'ŒUVRE

Ingénieur : P. SAGAN
Architecte : T. ABARNOU

☎ 03.44.77.51.70
✉ gcsmo@chi-clermont.fr

DCE / OCTOBRE 2024

PC/GM/GCSMO 2024

Edition : Octobre 2024

Modifications

Janvier 2025

1 - PREAMBULE

L'acceptation à la commande indique une adhésion totale de l'entreprise aux diverses clauses de l'ensemble des documents remis concernant cette affaire, tels que les cahiers techniques ainsi que les plans des travaux dont elle reconnaîtra avoir pris connaissance.

L'entreprise accepte sans réserve l'ensemble des conditions et indications définies au chapitre "GENERALITES COMMUNES à tous les CORPS d'ETAT".

Il est rappelé en particulier que les prévisions du présent C.C.T.P. ne sont pas limitatives, l'entreprise étant tenue de fournir et d'exécuter toute prestation nécessaire au parfait achèvement de l'ouvrage dont le détail de la prescription aurait pu être omis ou inexact. Il est rappelé également que l'entreprise reconnaît s'être rendu compte de l'état existant.

2 - PRESENTATION de l'OPERATION

2-1/ Description sommaire :

Le projet consiste en l'amélioration de la sécurité incendie et le remplacement partiel du SSI du Centre Hospitalier Intercommunal de MONTDIDIER-ROYE.

2-2/ Consistance des travaux :

Le marché proposé est du type M.O.R. (**marché à obligation de résultat**) concernant la modernisation du système de sécurité incendie par le remplacement des matériels SSI existants et vieillissants tels que matériels centraux et matériels périphériques de détection de du centre hospitalier intercommunal du **CHI de MONTDIDIER – ROYE**.

A ce titre, les types, caractéristiques, fonctions, etc. des divers constituants de l'installation donnés dans le C.C.T.P. n'ont qu'une valeur indicative.

Le titulaire du marché reste entièrement responsable du résultat qui sera sanctionné lors de la visite de réception, en conformité par rapport aux règlements et normes en vigueur, aux fonctionnalités décrites dans le présent C.C.T.P. et en performances par rapport aux divers essais sur l'installation.

L'entreprise devra donc prendre toutes précautions lors de son étude pour que l'installation réponde aux normes en vigueur et donne satisfaction, l'ensemble en accord avec le **cahier des charges fonctionnel du SSI** (réalisé par QUARDINA).

De manière générale, les travaux consistent en :

- La mise en place d'un SSI de catégorie A avec un équipement d'alarme de type 1.
Pour le bâtiment principal type U 3^{ème} catégorie.
- La mise en place d'un SSI de catégorie A avec un équipement d'alarme de type 1.
Pour le bâtiment administratif type W 5^e catégorie prise en compte de la chapelle et de la cuisine exclusivement.
- La mise en place d'une alarme de type 4 pour le bâtiment RALLU.

- Reprise de l'alimentation de l'ECS et du CMSI depuis le TGBT implanté dans le local électrique. Situé au sous-sol du bâtiment principal.
- Bâtiment secouru par le groupe électrogène de l'hôpital (pour information).
- Coffrets de relaying à remplacer avec coffrets étanches.
- Remplacement des câbles CR1 – à mettre sous fourreau (UV) – création des supports pour cheminements des câbles.
- Raccordement des non-stop ascenseurs au niveau sinistré de la cabine d'ascenseur.
- Asservissements des arrêts techniques.
- Révisions des dispositifs asservis à la sécurité suivant liste jointe au CCTP des divers lots.
- Remplacements ou mise en place de BP DAS CF ½ heure (E30) va-et-vient avec report de position de sécurité.
- Mise en place BP CF 01h00 (EI 60) + ferme-porte (local ECS – CMSI)
- Reprise du report sur le standard de l'hôpital.
- La mise en place des détecteurs automatiques d'incendie dans tous les locaux sauf :
 - o Les salles de douche des chambres, salle de bain commune et WC.
 - o Indicateurs d'action pour les détecteurs des locaux et des combles.
- La mise en place de diffuseurs sonores d'alarmes générale incendie pour les zones « recevant du public » et les zones « Code du Travail » sans patient.
- La mise en place de diffuseurs sonores d'alarmes générale sélective dans les circulations et pour les services réservés aux patients.
- La mise en place de diffuseurs visuels d'alarme incendie dans les sanitaires des zones recevant du public et les zones code du travail sans patient (vestiaires, sanitaire).
- La mise en place de diffuseurs visuels d'alarme incendie dans les locaux bruyants (CTA, chaufferie).
- La mise en place des AES, une pour le CMSI et une pour le SDI.
- La mise en place d'un Tableau Répétiteur d'Exploitation (TRE) à chaque niveau.
- La dépose des installations existantes non réutilisées.
- La réalisation des essais fonctionnels du système.
- La vérification par foyer type de l'efficacité de la détection.
- La mise en service de la nouvelle installation par le fabricant du SSI.
- La fourniture des documents nécessaires à l'élaboration du dossier d'identité du SSI.
- Toutes prestations et sujétions nécessaires à la parfaite exécution des travaux (percements, scellement, encastrement, calfeutrement, reprise peinture et / ou revêtements de sols, etc)

2-3/ Lot :

Les travaux sont répartis en 3 lots séparés.

Lot n° 1	1/	Courants forts – Courants faibles
	2/	Détection incendie - Asservissements
Lot n° 2		Désenfumage – Plomberie - Chauffage
Lot n° 3		Menuiseries intérieures – Faux-plafonds – Cloisonnement – Petites maçonneries – Revêtements de sols

2-4/ Délai :

Les travaux seront réalisés en milieu occupé et en 1 seule phase de **7 mois, soit 1 mois de période de préparation, 5 mois de réalisation des travaux puis 1 mois de levée de réserves.**

3 - CONTRAINTES et VISITE du SITE

Les entrepreneurs, sous-entendu l'entreprise du lot et ses éventuels sous-traitants ou co-traitants, sont réputés parfaitement informés des conditions d'accès, d'évolution et d'installation dans l'emprise du chantier par une visite qu'ils auront effectuée sur place avant et pour la remise de l'offre.

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que l'établissement sera en activité pendant toute la durée du chantier. Des précautions particulières seront donc à prendre pour assurer la protection des résidents et du personnel.

Voir article 31.

4 - ETAT des LIEUX

En présence de tous les représentants des parties concernées (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entreprises directement ou indirectement concernées par l'état des existants) et avant tout commencement de travaux un état des lieux sera effectué.

Ce constat sera contradictoire.

Un constat sera réalisé au moment de la réception pour constater l'apparition éventuelle de désordres sur les ouvrages mitoyens et les ouvrages conservés.

5 - ETABLISSEMENT de l'OFFRE

Le marché étant traité à prix global et forfaitaire pour chaque lot, l'appréciation des quantités et des prix des ouvrages relève de la responsabilité des entrepreneurs.

Dans tous les cas, les quantités appréciées par l'entrepreneur dans la décomposition des prix globale et forfaitaire ne seront pas opposables au principe de marché à prix forfaitaire traité pour l'ensemble des travaux.

Chaque prix unitaire correspondra à la prestation complète, soit la fourniture et la pose.

En outre, devront être également intégrées les incidences telles que (liste non limitative) :

- dépenses d'entretien et de consommation, nécessaire au fonctionnement du chantier
- amenées du matériel et des matériaux,
- stockage, protection, manutention,
- installation de chantier (amenée et repli),
- nettoyages,
- évacuation des gravois,
- études,
- plans d'exécution et de chantier,
- reproduction de documents,
- essais,
- tous les frais inhérents au fonctionnement du chantier, tels que définis au C.C.T.P. et au C.C.A.P.

6 - CONDITIONS de REALISATION

Les travaux étant réalisés en milieu occupé, les circulations situées dans la zone de travaux seront à maintenir fonctionnelles pour la libre circulation des personnes de l'établissement et en toute sécurité.

6-1/ Conception - Obligation de résultat :

Le dossier de consultation des entreprises (D.C.E./PRO) est établi sur la base d'un projet défini par le maître d'œuvre.

Les entrepreneurs doivent se conformer à ce projet étant précisé qu'il leur est laissé une marge d'adaptation en fonction :

- de la préfabrication éventuelle de certains composants,
- du choix des marques des matériaux et matériels,
- de l'exploitation des procédés propres à l'entreprise.

Il appartient aux entrepreneurs d'interpréter cette marge d'adaptation, compte tenu des objectifs fixés et des critères à respecter, et de coordonner les prestations en vue de réaliser un tout cohérent et fonctionnel.

Bien que s'efforçant de renseigner les entreprises sur la nature, l'importance et l'implantation des travaux, le descriptif ci-après n'a pas un caractère limitatif ; aussi devront être exécutés et compris dans le marché sans exception, tous les travaux nécessaires à l'achèvement complet de l'ouvrage dans la spécialité du lot.

Les prévisions mentionnées dans le présent descriptif sont données à titre indicatif. En conséquence, les soumissionnaires devront également se référer aux plans du maître d'œuvre. Ils devront prendre connaissance du descriptif des autres corps d'état pouvant les intéresser, joint, à son dossier de consultation.

Toute prestation reconnue non conforme aux descriptif, plans, ordres reçus en cours d'exécution, règles de l'art, à quelque titre que ce soit, ou ne concordant pas avec les autres ouvrages, sera refusée et remplacée aux frais de l'entrepreneur concerné.

Afin d'éviter toute contestation, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance (lors de l'étude de l'offre et avant toute exécution) des pièces graphiques et écrites définissant les ouvrages et leurs performances ainsi que les diverses réglementations d'ordre national, local, particulier et professionnel qui s'y appliquent.

Ils signaleront les dispositions qui ne leur paraîtront pas en rapport avec la solidité, la conservation, l'usage des ouvrages et l'observation des règles de l'art, faute de quoi ils seront reconnus comme assurant la pleine et entière responsabilité des ouvrages.

Les entrepreneurs sont engagés par l'obligation de résultat pour l'ensemble des travaux de leur marché et ceci dans le cadre du prix forfaitaire.

6-2/ Prestations supplémentaires éventuelle :

Pas de prestation supplémentaire.

6-3/ Variante imposée :

Pas de variante imposée.

6-4/ Variantes entreprises :

Interdite.

7 - PIECES CONTRACTUELLES

7-1/ Pièces particulières :

Ces pièces sont mentionnées à l'article 2 du C.C.A.P. auxquelles sont joints tous les éléments mentionnés à l'article 7-2 du présent lot Généralités Communes.

7-2/ Liste des plans :

Voir sommaire des plans en annexe.

7-3/ Plans des existants :

Les plans des états actuels techniques ou architecturaux sont fournis aux entreprises à titre indicatif.

Dans le cadre de leur marché, les entreprises devront toutes les vérifications nécessaires sur place afin d'établir leurs plans techniques d'exécution avant travaux.

8 - PERMIS de CONSTRUIRE / d'AMENAGEMENT

L'opération fait l'objet d'une DACAM.

Pas d'affichage à prévoir par les entreprises.

9 - DOCUMENTS à OBSERVER

Pour l'exécution des ouvrages, l'ensemble des conditions qui suivent sont contractuelles dans le C.C.T.P. de tous les corps d'état. Parmi ces conditions figurent celles qui rendent possible la prise en garantie décennale des ouvrages par les assureurs.

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'art et devront répondre aux prescriptions techniques réglementaires et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants à la date de signature par l'entrepreneur de l'acte d'engagement.

D'une manière générale, ce sont les textes dont la liste non exhaustive qui suit n'a pour but que de mettre en évidence les principaux documents de référence :

- a) Les textes législatifs et réglementaires.
- b) Les règles et documents de calculs.
- c) Les DTU publiés par le CSTB.
- d) Les normes AFNOR.
- e) Les recommandations professionnelles.

Le projet est réputé établi en conformité avec ces textes mais, l'entrepreneur doit, dans le cadre de l'obligation de résultat :

- signaler au maître d'œuvre toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait (le maître d'œuvre décidant alors si une rectification est nécessaire et appréciant si elle entre ou non dans les conditions de marché),
- se conformer à ces textes aussi bien pour la part d'études qui le concerne que pour l'exécution des ouvrages.

10 - PERCEMENTS, TROUS, SCELLEMENTS, FOURREAUX, FIXATIONS, CALFEUTREMENTS

Les différentes entreprises devront tous les percements, trous, scellements, fourreaux, fixations, raccords et calfeutremments nécessaires au complet achèvement de leurs travaux dans les murs et les planchers. Ceux-ci seront impérativement exécutés avec des matériaux de même matière que ceux adjacents.

Les fourreaux pour les traversées horizontales ou verticales d'éléments de structure ou maçonnerie sont fournis, posés et scellés par chacune des entreprises chargées des installations nécessitant ces traversées.

Après mise en place des équipements, les vides résultant au droit des fourreaux seront obturés par chacune des entreprises concernées, afin d'assurer l'étanchéité de ces traversées. L'étanchéité pourra être obtenue par un mastic capable de garder sa souplesse et son étanchéité dans le temps.

Les fixations par spitage sur les ouvrages en béton armé ou non ne pourront être effectuées qu'après accord du maître d'œuvre et de l'entreprise responsable du lot maçonnerie.

Ce mode de fixation ne sera pas autorisé dans les éléments en béton armé d'épaisseur inférieure à 0,10 m, à moins de 0,05 m du bord d'une pièce et dans les matériaux de résistance insuffisante tels que parpaings creux, briques, etc.

11 - ECHANTILLONS

Les entrepreneurs soumettront les échantillons de matériaux ou objets fabriqués nommément prescrits dans le présent document ou nécessaires à la bonne exécution des ouvrages.

Les échantillons devront avoir reçu l'accord des maîtres d'ouvrage, maître d'œuvre et bureau de contrôle.

La présentation par l'entreprise des échantillons sera complétée par la production des procès-verbaux d'essais et avis techniques, y compris au feu et essais acoustiques.

12 - ESSAIS et VERIFICATIONS

Les entrepreneurs devront obligatoirement procéder, à leurs frais, aux essais et vérifications de fonctionnement en vue de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations et d'une perte de temps pour corriger d'éventuelles malfaçons.

Ils devront procéder au minimum aux essais et vérifications de fonctionnement conformément aux dispositions figurant dans les fiches d'attestation d'essais de fonctionnement issues de l'AQC.

Les manœuvres demandées et opérations diverses nécessaires aux essais seront effectuées par l'entrepreneur qui en assurera l'entière responsabilité.

Les résultats de leurs essais et vérifications seront consignés dans ces attestations d'essais de fonctionnement et transmis aux maîtres d'œuvre et d'ouvrage et au contrôleur technique pour avis.

Ces essais et vérifications seront complétés par des P.V. à l'issue de la première saison de fonctionnement des installations.

L'exécution des essais et vérifications repris ci-dessus ne dispense pas les entreprises d'effectuer les autres essais et vérifications que leur imposent la réglementation en vigueur et les clauses du marché.

13 - RECEPTION des SUPPORTS

Avant chaque début de prestation, tous les intervenants devront réceptionner, pour acceptation, les supports mis à disposition par le responsable de l'exécution du support.

14 - CHANTIER EXECUTION

14-1/ Chantier :

14-1.1/ Frais annexes :

Les dépenses d'entretien de consommation, d'investissement et tous frais inhérents à la marche du chantier sont définis au C.C.A.P.

14-1.2/ Aménagement des locaux :

Principe d'installation de chantier

L'entreprise établira un plan d'aménagement des locaux mis à disposition par l'établissement au sein du bâtiment RALLU en tenant compte du PGC SPS et de la réglementation en vigueur.

Sécurité collective et hygiène sécurité

Les entrepreneurs seront responsables de la sécurité collective et de l'hygiène. Ils devront mettre en place tous les moyens nécessaires dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Les entreprises établiront un PPSPS dans les 10 jours avant démarrage des travaux, après réunion avec le coordonnateur.

Elles se conformeront au PGC SPS.

Bureau de chantier

Mis à disposition par l'établissement.

Equipement sanitaire et réfectoire

Mis à disposition par l'établissement. Installés dans le bâtiment RALLU dans les parties désaffectées

Bennes à gravois

Chaque entreprise évacuera ses gravois journalièrement au fur et à mesure de ses travaux.

Branchement provisoire d'eau

Mis à disposition par l'établissement.

- Pour la base vie les installations existantes seront remises en service partiellement par les services techniques de l'établissement.
- Pour les zones chantier les installations existantes seront utilisés en accord avec les services techniques de l'établissement.

Branchement provisoire d'électricité

Mis à disposition par l'établissement.

- Pour la base vie les installations existantes seront remises en service partiellement par les services techniques de l'établissement.
- Pour les zones chantier les installations existantes seront utilisés en accord avec les services techniques de l'établissement.

Eclairage provisoire

Sans objet.

Téléphone

Aucun téléphone de chantier ne sera installé.

Zone de stockage

Toutes les zones de stockage seront clôturées par des clôtures HERAS. Elles seront mises en place par l'entreprise en faisant la demande après accord du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.

Dans tous les cas, les stockages seront de très courte durée.

Aucun stockage prolongé ne sera toléré dans les bâtiments.

14-1.3/ Autorisations administratives :

Sans objet.

14-2/ Exécution :

Plans d'exécution :

Les plans du dossier de consultation des entreprises D.C.E. ont été établis par le concepteur, dans l'optique de renseigner les soumissionnaires sur les conditions d'exécution, les principes, l'importance des installations et tous éléments permettant la remise d'une offre convenablement appréciée et chiffrée.

Il appartient aux entrepreneurs d'établir leurs plans d'exécution soit sur la base des plans du dossier, soit par une refonte totale. Dans le cas où une méthodologie proposée par les entreprises conduirait à la refonte de ces documents, les nouveaux plans d'exécution seront également établis aux frais, de et par, l'entrepreneur.

Pour tous les cas de figure, l'entrepreneur devra :

- vérifier que les plans ne comportent pas d'erreurs ou omissions,
- établir les dessins de fabrication, de façonnage et d'assemblage en atelier ou sur le chantier,
- soumettre les plans à l'approbation du maître d'œuvre et du bureau de contrôle avant toute exécution.

15 - PROPRETE du CHANTIER - EVACUATION - PROTECTIONS

15-1/ Propreté du chantier :

Le chantier devra être dans un **constant état de propreté** étant donné que les travaux seront en milieu occupé.

15-2/ Protections :

Chaque entreprise a la charge de la conservation en bon état de ses ouvrages jusqu'à leur réception par le maître de l'ouvrage.

16 - PRECHAUFFAGE

Sans objet.

17 - RECEPTION

Les opérations de réception seront établies conformément au C.C.A.G. sauf stipulations particulières du C.C.A.P.

Notamment les installations devront être contrôlées et vérifiées par le contrôleur technique et le coordinateur du système de sécurité incendie en amont des opérations préalables à la réception.

18 - RECOLEMENT

Pour la réception, les dossiers de récolement devront être fournis conformément aux stipulations du C.C.A.G. et seront constitués de la façon suivante :

- plans, schémas,
- notices matériels,
- P.V. d'essais,
- attestations d'essais de fonctionnement de l'AQC,
- essais complémentaires demandés au C.C.T.P.

1 exemplaire sera fourni en outre par les entreprises au coordonnateur de sécurité.

19 - GARANTIES

Elles seront conformes aux définitions du C.C.A.G., sauf stipulations particulières du C.C.A.P.

20 - CONTROLE TECHNIQUE

L'organisme de contrôle est : **SOCOTEC Agence Construction (DURY – 80)**

Les entreprises adjudicataires devront donc faire approuver leurs plans par ce bureau de contrôle avant tout début d'exécution. Il sera tenu compte d'un délai d'approbation de 15 jours.

Sur le chantier, il y aura lieu de tenir compte sans supplément de prix des observations faites par le bureau de contrôle.

21 - COORDONNATEUR SECURITE et PROTECTION de la SANTE

L'organisme chargé de la coordination SPS est : **BUREAU VERITAS Construction (MARCQ-EN-BAROUEL - 59)**

22 - COORDONNATEUR du SYSTEME de SECURITE INCENDIE

L'organisme chargé de la coordination SSI est : **QUARDINA (CAMON - 80)**

23 - ETUDE GEOTECHNIQUE

Sans objet.

24 – Bureau d'études Fluides

Sans objet.

25 - AMIANTE

Voir DTA rédigé par BUREAU VERITAS.

Voir rapports amiante avant travaux rédigés par **APAVE BATIMENT Picardie**.

- Numéro de rapport (n° de tâche) : T230129977-MONTDIDIER-CH-ADMIN-SSI-RAT
Date : 26/11/2024.
- Numéro de rapport (n° de tâche) : T230129977-MONTDIDIER-CH-HOPITAL- SSI-RAT
Date : 26/11/2024.

26 - MAINTIEN de la SECURITE PENDANT les TRAVAUX

Le niveau de sécurité des bâtiments existants ne devra pas être diminué pendant la réalisation des travaux. Si ce niveau de sécurité venait à être altéré en raison des interventions des entreprises, une surveillance par un agent de sécurité devra être mise en place (SIAPP).

Dans ce cas, un dossier GN13 devra être élaboré et présenté à la commission de sécurité.

L'ensemble de ces prestations sera intégralement à la charge de l'entreprise ayant dégradé ce niveau de sécurité.

Les accès hors zone travaux devront rester libres pendant toute la durée du chantier.
Notamment l'ensemble des circulations devront rester libres.

Les zones de travaux devront impérativement être identifiées et protégées. Cette mesure est essentielle pour garantir la sécurité de tous et éviter tout incident durant la réalisation des travaux.

27 - ORGANISATION du CHANTIER

Le personnel des entreprises sera identifié par badges.

28 - ACOUSTIQUE

L'ensemble des entreprises observera les textes suivants pour la conception et la réalisation de leurs ouvrages :

- Arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements de santé.
- Circulaire du 25 avril 2003 relative à l'application de la réglementation acoustique des bâtiments autres que l'habitation.

Notamment, conformément à l'arrêté du 25 avril 2003, le niveau de pression acoustique normalisé, L_{nAT} , du bruit engendré dans un local d'hébergement par un équipement du bâtiment extérieur à ce local ne dépassera pas 30 dB(A) en général et 35 dB(A) pour les équipements hydrauliques et sanitaires des locaux d'hébergement voisins.

Le bruit transmis par le fonctionnement d'un équipement collectif ne dépassera pas 35 dB(A) dans les chambres, bureaux médicaux et soignants, et les salles d'attente.

29 - FICHE QUITUS de FORMATION

Voir en annexe.

30 - ATTESTATION de VISITE

Voir Règlement de Consultation.

31 – TRAVAUX EN MILIEU OCCUPE

L'ensemble des travaux seront réalisés en milieu occupé. Les entreprises devront prendre toute précaution afin de ne pas diminuer le niveau de sécurité des bâtiments existants.

Les fiches de recommandations joint au présent document sont à respecter scrupuleusement

D'autre part les nuisances sonores devront être réduites les équipements utilisés devront être choisis en tenant compte de cette imposition.

Les travaux bruyants seront clairement identifiés et devront être planifiés à l'avance en concertation avec l'établissement.

FICHE QUITUS DE FORMATION						
Objet de la formation						
Description et contenu de la formation						
Formateur						
Liste des personnes conviées à la formation						
Date de la formation	Nom	Fonction	Prés.	Abs.	Signature	Observations
Observations diverses						
Signature du formateur			Signature de l'entreprise mandataire			